

COMMUNE D'ABRIES-RISTOLAS
05460
(Hautes-Alpes)

**REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE
LA COMMUNE DELEGUEE D'ABRIES ET REVISION DU ZONAGE
D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DE LA COMMUNE
D'ABRIES-RISTOLAS**

ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

Du 8 mars 2024 au 8 avril 2024

**Décision n° E24000009 en date du 06/02/ 2024
de Monsieur le président
du Tribunal Administratif de Marseille**

Arrêté Municipal 20240219-01 du 19 février 2024

RAPPORT



DESTINATAIRES

- Tribunal administratif de MARSEILLE
- Mairie d'ABRIES-RISTOLAS

Commissaire enquêteur

Maurice BOY

Par décision n°E24000009 en date du 06/02/ 2024, M. le président du Tribunal Administratif de Marseille, donne suite à la demande de Monsieur le Maire de la commune d'ABRIES-RISTOLAS.

Il nous désigne, en qualité de commissaire enquêteur, en vue de procéder à une enquête publique unique sur la « **REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DELEGUEE D'ABRIES ET LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DE LA COMMUNE D'ABRIES-RISTOLAS** »

Par arrêté 20240219-01 en date du 19 février 2024, le maire d'ABRIES-RISTOLAS décide de l'ouverture de l'enquête du 08 mars au 08 avril 2024

/ - GENERALITES

Objet de l'enquête

L'enquête unique vise à recueillir l'avis du public sur la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune déléguée d'Abries et de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Abriès-Ristolas.

Conformément à l' Article R123-7 modifié par décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 – art. 3 du code de l'environnement

« L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique, d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. »

Ce rapport sera donc articulé en deux parties :

- révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune déléguée d'Abries
- la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Abriès-Ristolas.

Les conclusions seront formulées dans deux documents indépendants.

SECTION 1 Révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'ABRIES

La commune d'Abriès a lancé la procédure de révision générale de son PLU par délibération n°20160209-003 du 9 février 2016.

Cependant, depuis le 1^{er} janvier 2019, les communes d'Abriès et de Ristolas ont fusionné pour former la commune nouvelle d'Abriès -Ristolas.

Celle-ci a donc délibéré afin d'acter la poursuite de la démarche de révision du PLU sur la commune déléguée d'Abriès. Le PLU de Ristolas n'est quant à lui pas en cours de révision.

SITUATION DU PROJET

La commune d'Abriès est située au Nord-Est du département des Hautes-Alpes dans le Parc Naturel Régional du Queyras. Le chef-lieu, situé à 1 545 m d'altitude, se trouve au confluent du Guil et du torrent du Bouchet. Il est desservi par la RD 947 qui se prolonge vers l'amont, le long du Guil, jusqu'à Ristolas.

Trois hameaux complètent l'habitat :

- le Roux, le plus important, situé à 3 km au Nord du chef-lieu à 1 735 m d'altitude, au bas du versant Ouest de la Gardiole et au confluent des torrents du Bouchet et de Montette ;
- Valpreveyre, situé à 1,8 km en amont et à l'Est du Roux, à 1 845 m d'altitude ;
- La Garcine, situé à 600 m au Sud-Est du Chef-lieu, en rive droite du Guil, à 1 560 m d'altitude. D'après la dernière enquête annuelle de recensement, la commune d'Abriès comptait 383 habitants permanents en 2020. L'enquête annuelle de l'INSEE expose la population sur la commune en 2020.

Population par grandes tranches d'âges (source INSEE)

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2009	%	2014	%	2020	%
Ensemble	463	100,0	379	100,0	383	100,0
0 à 14 ans	107	23,0	58	15,2	58	15,2
15 à 29 ans	74	15,9	41	10,7	43	11,2
30 à 44 ans	91	19,6	80	21,2	72	18,8
45 à 59 ans	112	24,1	93	24,6	80	21,0
60 à 74 ans	49	10,6	82	21,5	96	25,1
75 ans ou plus	31	6,7	26	6,8	33	8,7

On constate en 2020 une population vieillissante puisque l'on compte en 2020 = 129 habitants ayant entre 60 et plus de 75 ans

Population en historique depuis 1968

POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Population	245	275	323	369	432	463	379	383
Densité moyenne (hab/km ²)	1,5	1,7	2,0	2,3	2,7	2,9	2,4	2,4

Si l'on a un pic de population en 2009 (463 h) il a décrut depuis de 80 habitants permanents en 2020 et la densité a baissé à 2,4 habitants au KM2.

On constate en outre Le taux d'occupation moyen des résidences principales (taille des ménages) est de 2,5 habitants par habitation.

Les résidences principales sont en majorité des appartements comme en témoignent les chiffres ci-dessous

	2009	%	2014	%	2020	%
Ensemble	734	100,0	877	100,0	908	100,0
Résidences principales	199	27,1	195	22,3	198	21,8
Résidences secondaires et logements occasionnels	519	70,7	643	73,3	683	75,2
Logements vacants	16	2,2	38	4,4	27	3,0
Maisons	319	43,4	262	29,9	283	31,1
Appartements	413	56,3	599	68,3	605	66,6

En 2013, la population permanente sur le hameau du Roux s'élève à 52 personnes (insee)

« EVENEMENTS DE LA GUERRE DE 1939-1945 AYANT EU UNE INCIDENCE SUR L'IMMOBILIER D'ABRIES ET AU HAMEAU DU ROUX »

Juin 1940 : l'Italie déclare la guerre à la France, les habitants sont déplacés vers l'Ardèche : première évacuation. Les troupes françaises repoussent l'armée italienne qui ne réussit pas à s'emparer d'Abriès, mais qui occupe les hameaux du Roux et de Valpreveyre, ainsi que la commune voisine de Ristolas, en pillant les maisons. Les habitants sont contraints de trouver un refuge ailleurs, dans des villages du Queyras restés libres et jusqu'en Ardèche.

En août et septembre 1944 : les Allemands, qui défendaient les frontières de l'Italie du Nord, bombardent depuis la batterie de tir installée au col de la Mayt (Col des Thures et Bric Bouchet) et détruisent les trois quarts du hameau de Pra-Roubaud, la moitié du village du Roux (et notamment son très beau clocher qui avait une flèche de 40 mètres), et le 13 septembre une grande partie du village d'Abriès (160 maisons sur 220), et notamment à L'adroit d'Abriès le fameux Grand Hôtel (violent incendie). Les familles les plus sinistrées sont forcées à l'exil à l'arrivée de l'hiver

En 1944, le village du Roux a été le théâtre de violents combats opposant les gومiers de l'armée du maréchal Juin et les Allemands. Une plaque apposée sur l'ancienne école en témoigne.

Avril 1945 : les allemands qui stationnaient sur les crêtes sont délogés

1947-1953 : reconstruction, arrivée des grosses fermes de la « reconstruction », peu esthétiques eu égard à nos normes actuelles, les architectes imposant le fonctionnel et la rapidité de construction,.

Il semble en outre qu'il y eu des disparités dans l'attribution des dommages de guerre qui ont provoqué longtemps des ressentiments. »

CONTEXTE PHYSIQUE

La commune d'ABRIES-RISTOLAS est située dans le Queyras qui est la plus haute vallée habitée d'Europe.

Le point culminant de la commune est le Bric Froid (3305m d'altitude), le point le plus bas est à 1513m d'altitude.

Le Queyras est le plus enclavé des grands massifs français. Cette vallée d'altitude n'est accessible en toute saison que depuis 1855, date à laquelle la « route du Guil » est venue remplacer le chemin muletier périlleux.

Géologie : Le Queyras a été sculpté par les eaux et les glaciers s'écoulant vers la Durance. L'ouest du Queyras (appelé parfois "Queyras calcaire") est constitué de roches sédimentaires dont des calcaires, des dolomies, mais aussi des marnes et des grès.

L'Est du massif est constitué essentiellement de « schistes lustrés ». La haute vallée du Guil dont Abriès fait partie se compose de schistes lustrés.

Climat :

Abriès bénéficie d'un climat méridional sec et méditerranéen, et jouit ainsi d'un remarquable ensoleillement.

Le territoire queyrassien arbore des climats saisonniers contrastés, en hiver d'importantes chutes de neiges, au printemps et à l'automne d'importantes pluies peuvent être observées et l'été des températures élevées le jour et froides la nuit.

Risques :

La commune est couverte par un plan de prévention des risques naturels (PPRn) approuvé en 2007 et modifié en 2018, traitant de différents risques (avalanches, inondations, inondations torrentielles, glissement de terrain, chutes de pierres et de blocs).

Les risques sont évalués pour chacun des hameaux habités. La commune est également concernée par d'autres aléas qui sont présentés.

L'occupation des sols :

la commune d'Abriès est dominée par des espaces naturels et forestiers. Les espaces artificialisés ne représentent qu'une très faible proportion du territoire.

Ensuite, un focus est fait sur les espaces agricoles et les espaces forestiers.

Concernant les **espaces agricoles**, la commune dispose de peu de diversité agricole.

La commune est représentée par des cultures d'estives et landes et des prairies permanentes.

Les espaces agricoles sont présents sur 81% de la surface communale. La commune a mis en place une zone agricole protégée (ZAP) pour mettre en place une protection supplémentaire de 8 secteurs.

Concernant l'agriculture, l'analyse est basée sur une enquête réalisée par Terr'aménagement. Le diagnostic fait apparaître que le hameau « Le Roux » est à considérer et valoriser pour dynamiser l'activité agricole.

La commune fait face à une difficulté de transmission des exploitations dans certaines zones où l'urbanisme est un frein au développement de l'activité agricole.

Deux agriculteurs ont moins de 40 ans, et deux d'entre eux se sont installés dans les dix dernières années ce qui est un réel point fort pour le territoire communal, qui garde ses exploitants et une dynamique agricole.

Les enjeux pour les communes sont :

- Faciliter les projets de développement des exploitants en place.
- Maintenir et conforter les exploitations actuelles, notamment en préservant les meilleures terres agricoles (potentiel agronomique, accessibilité, ainsi que les bâtiments...).
- Assurer un développement cohérent et équilibré entre les activités consommatrices de foncier.
- Faciliter les projets d'investissements, tout en proposant une urbanisation cohérente par rapport aux hameaux existants.

Enfin, les équipements et services publics de la commune sont peu nombreux du fait de la taille de la commune et de son isolement.

Une école primaire (maternelle et élémentaire) est présente avec un effectif en baisse depuis quelques années (31 en 2015 à 23 élèves en 2023).

Du fait de la station de sports d'hiver la commune possède des équipements sportifs de qualité (domaine de ski alpin avec remontées mécaniques, domaine nordique, city stade, terrain de tennis...). La commune détient également une bibliothèque-multimédia, un musée (musée du costume), une salle des fêtes.

Le tourisme est la principale activité économique de la commune avec la station de sports d'hiver.

La commune d'Abriès possédait en 2023 une capacité d'hébergement touristique d'environ 696 lits. La commune comptait également 580 résidences secondaires en 2020. Ce chiffre a été calculé selon une pondération des chiffres de l'INSEE 2020 d'Abriès-Ristolas.

Une analyse paysagère des entrées de bourgs a été effectuée :

Après une identification des parties actuellement urbanisées (P.A.U) sur la commune, la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers durant la dernière décennie est analysée. Selon la méthodologie mise en place et détaillée, ce sont **0,58 ha** qui ont été consommés entre 2013 et 2023.

La consommation a été réalisée en extension et en enveloppe urbaine.

Le **potentiel de densification** au sein des parties actuellement urbanisées est de 0,9ha de « dents creuses » et 0,5 en « BIMBY ».

Définition :



Dents creuses : Dans une ville ou un village, la dent creuse est un espace non construit entouré de parcelles bâties.

BIMBY : Le terme Bimby est l'acronyme de « Build in my Backyard » : **construire dans mon jardin**. Ce processus est une démarche opérationnelle qui « consiste à organiser une densification à l'initiative des habitants, dans le cadre d'opérations orchestrées et animées par la collectivité.

NATURE DU PROJET

Définition des objectifs poursuivis dans le cadre du PLU

La révision générale du PLU d'Abriès a été engagée par délibération du 9 février 2016.

La procédure ayant été engagée avant la fusion des communes d'Abriès et de Ristolas, il a été décidé par délibération n°20210908-01 du 08 septembre 2021 de poursuivre la procédure telle que le prévoit l'article L153-10 du Code de l'Urbanisme.

Orientation n°1 : Accompagner le développement communal du village et des hameaux tout en préservant leur caractère

Encourager le maintien de la population sur le territoire et permettre l'accueil de nouveaux habitants

- Assurer une croissance démographique d'environ 0.6% par an en moyenne sur la douzaine d'années à venir ;
- Favoriser le maintien des populations locales et l'accueil de populations jeunes, par une offre adaptée de logements notamment en matière de location ou d'accession.

Modérer la consommation d'espaces et lutter contre l'étalement urbain pour préserver les formes urbaines existantes et l'identité communale en s'inscrivant dans les objectifs de la Loi Climat et Résilience.

- ***Réduire la consommation foncière en extension de l'enveloppe urbaine de 100 %,***
- ***Limiter l'étalement urbain en proposant des terrains constructibles (environ 1.5 ha) uniquement dans l'enveloppe urbaine de chaque hameau accessible en toute saison ,***
- ***Préserver la forme des hameaux actuels garant de l'identité communale ;***
- ***Favoriser des constructions adaptées au caractère architectural communal.***

Orientation n°2 : Préserver la qualité des espaces naturels et leurs ressources

Préserver les **espaces naturels** sensibles et la biodiversité **d'Abriès** en s'appuyant sur la Charte du Parc Naturel Régional du Queyras

- Préserver les espaces naturels d'importante et/ou d'intérêt écologique ;
- **Préserver et entretenir les forêts présentes sur la commune tout en perpétuant une exploitation raisonnée ;**

Gérer les ripisylves (Formations végétales qui se développent sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau situés dans la zone frontière entre l'eau et la terre) en prenant en compte les risques liés aux crues ;

- Protéger les zones humides.

Assurer la pérennité des espaces agricoles

- Protéger les espaces agricoles ;
- Préserver les espaces pastoraux.

Prévenir l'exposition aux risques

- Protéger la population des risques naturels majeurs en intégrant notamment les prescriptions du Plan de Prévention des Risques Naturels

- Limiter l'imperméabilisation des sols ;
- Garantir les équipements suffisants en termes de défense contre les incendies ,
- Gérer les ruissellements pluviaux ;
- Permettre l'installation d'activités telles que le pastoralisme permettant un entretien et une gestion des espaces forestiers dans les zones naturelles.

EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA COMMUNE D'ABRIES-RISTOLAS

On constate qu'Abriès représente en moyenne sur ces dernières années observées, environ 80% de la commune nouvelle d'Abriès-Ristolas. D'après l'INSEE, en 2018, la commune d'Abriès-Ristolas comptait 383 habitants

On estime ainsi en appliquant la répartition observée ces dernières années, que 306 habitants résident à l'année à Abriès (soit 80%) et 77 à Ristolas (soit 20%) avec un nombre moyen d'habitants par ménage égal à 1,9.

Sur la dernière période connue (2015-2020) la commune connaît une période de stagnation après avoir connu un fort déclin entre 2010 et 2015.

Ce constat s'observe également sur la consommation d'espaces passée entre 2011 et 2021 qui est relativement faible puis qu'environ 0,7 ha a été consommé (dont 0,2 en dehors des zones urbanisées et à urbaniser).

A l'intérieur de l'enveloppe urbaine, le potentiel constructible a été estimé.

L'estimation du potentiel constructible consiste à définir les disponibilités foncières, c'est-à-dire les parcelles non bâties situées à l'intérieur des parties actuellement urbanisées (PAU) de la commune.

La loi ALUR impose de densifier en priorité les PAU avant d'envisager des extensions urbaines.

Deux paramètres sont pris en compte dans la détermination du potentiel de densification:

- Les parcelles non bâties et non aménagées;
- Les parcelles bâties, mais dont la superficie et la configuration permettent vraisemblablement une densification de la parcelle ;

La capacité de densification est analysée uniquement au sein des parties actuellement urbanisées.

La surface (>à 500m²) et la géométrie sont prises en compte de manière à ce que seules les parcelles non bâties pouvant supporter la construction d'au moins un logement soient comptabilisées. La morphologie du tissu urbain environnant a également été prise en compte.

Les risques naturels présents sur la commune ont été écarté du potentiel constructible les parcelles touchées par des risques rendant inconstructibles ces dernières.

Ainsi, on retrouve dans l'enveloppe urbaine :

-Environ de 0,9 ha de parcelles non bâties et non aménagées (Dents Creuses);

-Moins de 0,5 ha pouvant être le support d'une densification de parcelles déjà bâties.

En plus de cela , la commune souhaite mener une politique de réhabilitation et de reconstruction, permettant la création de nouveaux logements au sein d'anciens bâtiments.

Le souhait est de relancer de manière maîtrisée le développement communal en y apportant une logique durable tout en respectant le cadre de vie.

C'est en mettant en œuvre des outils permettant de rendre attractif le territoire que la commune souhaite pouvoir relancer sa croissance démographique, autour de 0,6 % par an, l'objectif étant d'atteindre 30 habitants permanents supplémentaires à l'horizon 2035.

Concernant la taille des ménages, on observe en 2020, un nombre de 1.93 habitant par ménage sur la commune d'Abriès-Ristolas. Les tendances nationales montrent que l'on peut considérer que les ménages perdent 0.1 point tous les 10 ans.

A l'échéance du PLU, on estime que la taille des ménages sera proche de 1.8 habitant par ménage ce qui nécessitera, pour maintenir la population actuelle, de créer une dizaine de logements supplémentaires.

De même pour accueillir les 30 habitants supplémentaires, la commune aura besoin de créer environ 17 logements

CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

La **loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU)** du 13 décembre 2000 traduit la volonté de promouvoir un développement des aires urbaines plus cohérent, plus durable et plus solidaire. Dans cette logique, afin de donner aux élus des documents d'urbanisme plus riches et plus concertés permettant de définir les priorités et de mettre en cohérence les différentes politiques, la loi a substitué les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) aux Plans d'Occupation des Sols (POS)

La **loi Urbanisme et Habitat** du 2 juillet 2003 qui se veut une loi de simplification de la loi SRU a clarifié le contenu du PLU

La **loi ENE (engagement national pour l'environnement)** du 12 juillet 2010, cherche à verdir, simplifier ou mettre en cohérence les outils d'urbanisme en groupant les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales. La loi fixe des objectifs environnementaux à introduire dans les SCOT, PLU et cartes communales, qui doivent intégrer les enjeux d'effet de serre, de maîtrise de l'énergie, de production énergétique propre et sûre à partir de sources renouvelables, de qualité de l'air, de l'eau et des sols, de restauration et protection de la biodiversité.

La **loi ALUR (accès au logement et à un urbanisme rénové) ou loi Duflot, 26 mars 2014**, vise à produire des villes et logements plus soutenables ; moins énergivores et construits en répondant aux besoins, en limitant l'étalement urbain par la densification urbaine des quartiers pavillonnaires, et en limitant l'artificialisation des derniers milieux naturels et agricoles périurbains y compris par les implantations commerciales et leurs parkings très consommateurs d'espace.

La **loi ELAN, pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique n° 2018-1021 du 23 novembre 2018** précise notamment les dates de prise en compte de la consommation d'espace pour l'élaboration de sSCoT et des PLU et inscrit la lutte contre l'étalement urbain dans les principes généraux fondant le droit de l'urbanisme.

La loi ASAP, en faveur de l'accélération et de simplification de l'action publique n°2020-1525 du 7 décembre 2020 ajoute, par son article 40, les PLU à la liste des plans et programmes définies à l'article L.104-1 du code de l'urbanisme, devant faire l'objet d'une évaluation environnementale systématique

La loi Climat-Résilience du 22 août 2021, a pour objectif de limiter l'artificialisation des sols.

La loi 3DS du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant **diverses mesures de simplification de l'action publique locale** vient assouplir le calendrier d'intégration des objectifs de limitation de l'artificialisation des sols prévu par la loi Climat et Résilience. (Cette loi affiche d'autres objectifs, en permettant par exemple à ce que les PLU puissent autoriser, dans le périmètre des secteurs d'intervention des opérations de revitalisation du territoire, des dérogations pour contribuer à la revitalisation du territoire, faciliter la mutation des zones urbanisées...)

La loi du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux est venue notamment accorder des délais supplémentaires pour intégrer les objectifs de réduction et d'artificialisation dans les documents d'urbanisme locaux. Les SRADDET devront ainsi intégrer la loi Climat-Résilience avant le 22 novembre 2024.

Ainsi, le nouveau contexte juridique vise particulièrement le principe de mixité en exprimant la volonté d'un renouvellement urbain, accompagné d'un développement urbain maîtrisé dans le respect des principes du développement durable.

Auquel on peut ajouter

La loi n° 2008-43 du 20 août 2008 portant code de l'urbanisme.

Globalement, les documents d'urbanisme dictent les règles agissant sur l'occupation des sols, la construction, l'aménagement et la rénovation. Ainsi, ces règlements sont des textes à considérer avant d'envisager des travaux et de demander une autorisation d'urbanisme en mairie.

L'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie Législative du code de l'environnement est à l'origine du code de l'environnement.

« Les lois et règlements organisent le droit de chacun à un environnement sain. Ils contribuent à assurer un équilibre harmonieux entre les zones urbaines et les zones rurales ainsi que la préservation et l'utilisation durable des continuités écologiques. Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement, y compris nocturne. Les personnes publiques et privées doivent, dans toutes leurs activités, se conformer aux mêmes exigences. »

En outre le projet doit être conforme à :

Concernant les documents supra-communaux, la commune n'est pas couverte par un schéma de cohérence territoriale (SCoT). Cette situation a deux conséquences notables : une construction limitée et que le plan local d'urbanisme d'Abriès doit être compatible avec :

- Les dispositions particulières aux zones de montagne ;
- Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) PACA ;
- La charte du parc naturel régional du Queyras ;
- Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée ;
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée ;
- Le PAU communal

Commissaire enquêteur :

A la lecture du dossier de la révision du plan local d'urbanisme d'un village de 383 habitants qui comporte 1051 pages (dont celle du rapport de présentation de 644 pages) on constate que le Ministère de la transition Ecologique et de la cohésion des territoires a produit 9 lois depuis l'an 2000 DONT 7 lois depuis 2010 laissant peu de latitude aux élus de petite commune de gérer les intérêts de leurs administrés chose pour laquelle ils ont été élus.

II / ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Composition du dossier

Le dossier affecté à l'information du public comprend les pièces suivantes :

- **ARRETE 20240219-01 du 19 février 2024 ENQUETE PUBLIQUE PLU ABRIES ET ZONAGE D' ASSAINISSEMENT D'ABRIES-RISTOLAS**
- Extraits du registre des délibérations du conseil municipal d'Abriès-Ristolas
- Débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
- Note de présentation des modifications envisagées

P.L.U et PLANS DIVERS :

- Rapport de présentation
- Règlement graphique
- Règlement écrit
- Orientations d'Aménagement et de Programmation
- Délibération lancement zonage d'assainissement des eaux usées +dossier
- Dossier publicité
- Dossier arrêtés divers
- un registre d'enquête

Publicité

Le commissaire enquêteur a vérifié que l'avis d'enquête publique unique relatif à la révision générale du plan local d'urbanisme de la commune d'Abriès et à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Abriès-Ristolas a été affiché le **20 février 2024** en mairie d'Abriès-Ristolas et affiché à la mairie d'Abriès du **20 février 2024 au 8 avril 2024.**

- Deux réunions publiques ont été organisées le 15 février 2022 et le 26 avril 2023 ;
- Un registre public a été mis en place à la mairie d'Abriès depuis le 14 décembre 2021 ;

Il certifie également que cet avis :

- est paru le **jeudi 22 février 2024** dans Alpes et Midi et le **jeudi 22 février 2024** dans le Dauphiné Libéré,

Pendant toute la durée de l'enquête, le public a pu prendre connaissance du dossier d'enquête publique :

- Pour la version papier :
 - o En Mairie, 1, place des Halles, 05460 Abriès-Ristolas, aux jours et heures d'ouverture habituels (sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnels),
Du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h —
- Pour la version numérique
 - o Sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : www.abries-ristolas.fr
 - o Sur un poste informatique mis à disposition du public gratuitement, en Mairie, 1, place des Halles, 05460 Abriès-Ristolas, aux mêmes jours et horaires que ceux décrits ci-dessus pour la consultation du dossier en version papier.-

Consultation des administrations concernées

Les différentes administrations et les personnes publiques associées ont été consultées :

AVIS ÉMIS SUR LE PROJET DE PLU

Destinataires du projet de PLU	Nature des avis	Au présent dossier
Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)	Avis favorable	X
Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)	Avis favorable	X
Département des Hautes Alpes	Avis favorable	X
Autorité environnementale MRAe	Avis favorable avec recommandations	X
Avis Direction Départementale des Territoires	Avis favorable	X
Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes	Avis favorable avec réserves	X
Parc national du Queyras	Avis favorable	x
Accord du préfet	Avis favorable avec recommandations	X
Communauté de communes du Pays des Ecrins (CCPE)	Avis favorable	X
NOTE EN REPONSE AVANT PLU	Classée avec les Avis	x

Consultation du public

Le dossier, tel que décrit supra, a pu être consulté par le public, durant la période de l'enquête aux heures habituelles d'ouverture de la mairie d' Abriès (05). (Cf. Publicité)

L'ensemble du dossier a été mis sur le site internet de la commune d'Abriès-Ristolas ;

- Le registre d'enquête a été coté et paraphé, par le commissaire enquêteur, puis clos à l'issue du délai fixé.

- Un PV des observations formulées par la population à été envoyé en mairie le 15 avril 2024

- La réponse du conseil municipal d'Abriès est parvenue au commissaire enquêteur le 24 avril 2024

Réception du public

. M. Maurice BOY, commissaire enquêteur, s'est tenu à la disposition du public en Mairie 1, place des Halles, 05460 Abriès-Ristolas, pour recevoir les observations écrites ou orales aux jours et heures suivants

Vendredi 8 mars 2024 de 9 h à 12 h
Mercredi 20 mars 2024 de 9 h à 12 h
Samedi 6 avril 2024 de 14 h à 17 h
Lundi 8 avril 2024 de 14 h à 17 h

Treize observations ont été formulées soit sur le registre d'enquête publique soit par courriers adressés au commissaire enquêteur.

L'enquête s'est effectuée avec une excellente collaboration du maire et du personnel municipal de la commune d'Abriès-Ristolas

Démarche du commissaire enquête

Recherche documentaire sur internet concernant la réglementation sur le P.L.U, sur les différentes lois et règlement régissant les P.L.U depuis l'an 2000

Recherche sur le traitement des eaux usées et la présence de Station de traitement.

Recherche et enregistrement des parcelles sur GEOPORTAIL et sur les plans fournis dans le dossier informatique. La difficulté réside dans le fait qu'il y a plusieurs parcelles portant le même numéro mais dans des secteurs différents et la recherche sur un écran d'ordinateur offre une vue d'ensemble limitée.

Contacts divers avec Maire de la Commune d'Abriès-Ristolas, Monsieur Nicolas CRUNCHANT

Visite de la commune.

Etude du dossier de P.L.U (1051 pages dont 644 pages du dossier de présentation.) et du dossier de zonage d'assainissement des eaux usées (170 pages)

PROCES VERBAL DES OBSERVATIONS **FORMULEES PAR LA POPULATION** **D'ABRIES RISTOLAS** **PENDANT L'ENQUETE PUBLIQUE** **SUR LE P.L.U** **Du 8 mars au 8 avril 2024**

A Briançon le 15 avril 2024



1/OBSERVATION FAMILLE TOYE PARCELLE 67 LE ROUX

Page 1

Comp
Bf

M² TOYE Joseph

Déposé en mairie le 6/02

9 Rue du Bric Froid

Le Roux

05460 Abries - Ristolas

Télé = 04 92 46 70 88

06 02 66 49 43

E-mail monique.toye@orange.fr

Objet modification de PLU

Serait-il possible de remettre la parcelle N° 67 en constructible comme auparavant. Section AB 680 m y'avais acheté cette parcelle à Madame Lamber vue d'une construction, la parcelle attenante n° 1414 a été construite. y'ai profité de l'ouverture de la route pour la lotir en y installant l'et l'assainissement jusqu'au coin de mon terrain y'habite actuellement la maison n° 382 mitée avec la 383, celle-ci appartenant à ma Sœur dé ses Enfants ont décidé de la vendre, ce qui pose un problème et serait prêt à me débarrasser de la parcelle 382 aussi je vous demande de remettre cette parcelle constructible afin d'y construire un petit chalet.

En espérant avoir satisfaction. Veuillez mes sincères salutations.

X OY

BOY Maïnes
Commissaire enquêteur

08/03/2024 M^r et M^{me} TOYE Joseph & Monique
9 Rue du Bric-Froid Le Roux 05460 Abries-Ristol
Télé = 04 92 46 70 88 - 06 02 66 49 43.

Nous avons rencontré M^r le Commissaire Enquêteur pour lui signifier la situation de la parcelle N° 67 qui était constructible au PLU d'Abries la nouvelle version du PLU modifiée la rendant inconstructible en zone AP.

Des frais ont été engagés en vue d'une construction afin de l'utiliser à titre personnel comme résidence principale, ayant de gros soucis avec notre résidence actuelle, la maison mitoyenne devant être vendue à la suite du décès de notre sœur. Les héritiers l'ayant en vente ce qui rendra une cohabitation difficile.

[Signature]

Maïnes

OBSERVATION FAMILLE TOYE Page 3

Monsieur Toye Thierry
Le Bourg
05350 Château Ville-vieille

Le Roux le 20 Juillet 2008

Télé = 0492467969

A Monsieur Mathieu Vincent et Madame Mathieu Claudette,

Objet : Autorisation de branchement à Monsieur Toye Thierry,

Ayant fait en commun une tranchée sur la route communale des « Gîtes » d'une longueur de 80 mètres concernant :

- Un conduit d'alimentation en eau potable
- Un conduit d'assainissement
- Un conduit EDF
- Un conduit Téléphone


pour une construction sur la parcelle no 66 ,

Les frais de fouilles, fournitures, raccordement ont été pris en charge par les trois bénéficiaires, de ce fait Monsieur Toye Thierry est autorisé à se brancher sur ce réseau via un regard prévu à cet effet devant leur maison et desservant la parcelle no 67,

Bon pour accord :

Monsieur Mathieu Vincent Mademoiselle Mathieu Claudette monsieur Toye Thierry

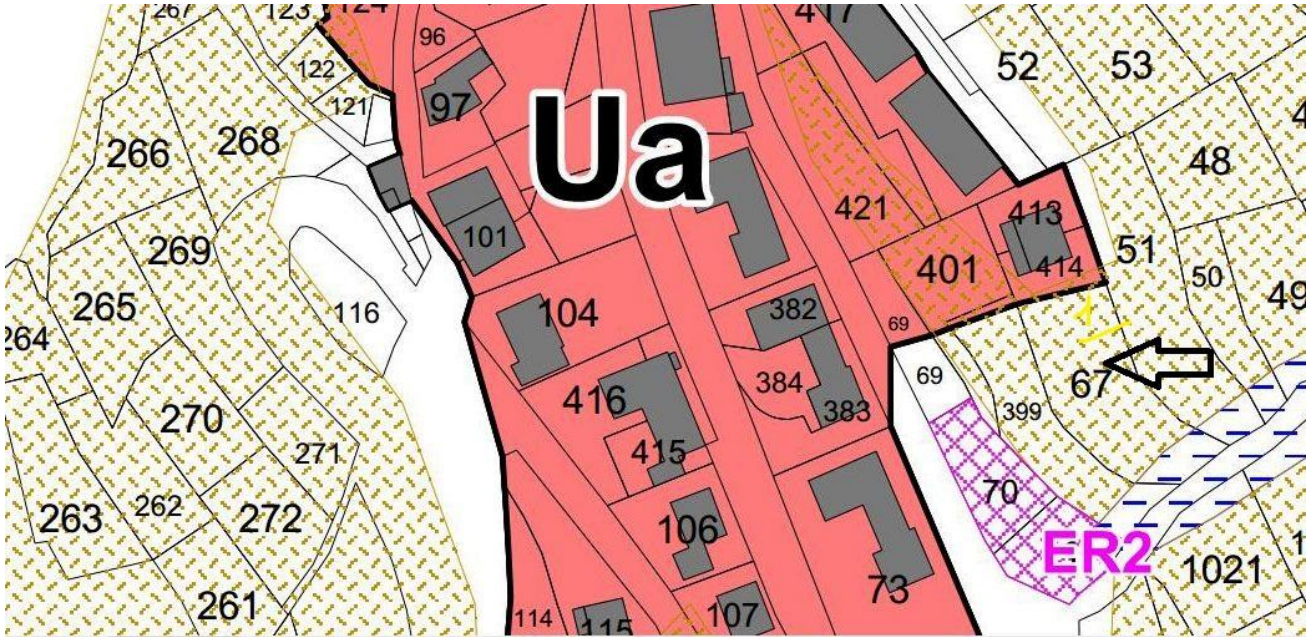
Bon pour accord

Bon Pour accord






Parcelle AP67 TOYE



Avis du conseil municipal d'Abriès-Ristolas

1. Observation1—Famille TOYE

La municipalité a bien pris note du fait que des frais de viabilisation avaient été engagés par les pétitionnaires concernant la parcelle n°67.

Toutefois, il est difficile d'apporter une réponse positive à la demande de réintégrer cette parcelle dans la zone constructible puisque celle-ci est :

- Enclavée et ne possède pas d'accès direct à la voirie;***
- Située en totalité sur des pelouses sèches qui ont été protégées, sur lesquelles toute construction est interdite.***

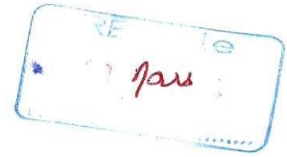
Pour toutes ces raisons, il n'est pas possible de répondre favorablement à cette demande.

Avis du commissaire enquêteur

Après visite sur les lieux, le terrain étant enclavé (L'état d'enclave définit un terrain qui ne dispose pas d'un accès propre et direct à la voie publique, ou dont l'accès vers la voie publique est trop étroit, trop dangereux, sinon inaccessible à l'aide d'un véhicule à moteur) il n'est pas possible d'émettre un avis favorable.

2/OBSERVATION SA QUEYRAS CARAVANEIGE PAGE 1

Monsieur Maurice BOY
Mairie d'Abriès-Ristolas
1, place des Halles
Le Bourg
05 460 Abriès-Ristolas



Abriès Le 07 mars 2024

Par LRAR

Par email : mairie@abries-ristolas.fr

AFFAIRE: REVISION DU PLU

OBJET : Observations pour la SARL QUEYRAS CARAVANEIGE

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je vous écris au nom de la SARL QUEYRAS CARAVANEIGE, société domiciliée Le Bourg 05460 Abriès-Ristolas et inscrite au RCS de Gap sous le numéro 403 614 720 00015, propriétaire des parcelles cadastrées section AD, n°135 à 175, 299 et 300, situées dans le quartier Larra de la commune d'Abriès-Ristolas.

Le terrain de camping était classé, selon le zonage règlementaire du PLU de 2013, en zone UA pour les parcelles (AD 300 et AD 299) et UBc pour les parcelles (AD 150, 152 à 175). Cette zone a été modifiée dans le PLU arrêté le 16 octobre 2023 en Zone UCAMP pour les parcelles (AD 141 à 175, 299 et 300). Cette nouvelle zone (*Ucamp correspond au camping existant « SARL Queyras – caravaneige »*). Cependant la méconnaissance de l'activité existante sur ce site a toutefois généré des inexactitudes qui peuvent être corrigées à l'occasion de la présente modification.

En premier lieu, il faut apporter quelques observations sur la destination des constructions interdites.

L'article 2- UCAMP indique :

Les destinations et sous destinations de constructions suivantes sont interdites sur l'ensemble des zones sauf lorsqu'elles sont en lien avec l'activité du camping détaillée sous condition :

- *Exploitation agricole et forestière ;*
- *Habitation ;*
- *Artisanat et commerce de détail ;*
- *Restauration ;*
- *Commerce de gros ;*
- *Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle ;*
- *Cinéma ;*
- *Hôtels ;*
- *Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire.*

2/OBSERVATION SA QUEYRAS CARAVANEIGE PAGE 2

➤ *En ce qui concerne la Restauration ;*

- Il existe sur le site un Bar-restaurant qui, situé au pied des pistes, reçoit une clientèle qui dans sa majorité n'a pas de lien avec le camping. De plus le restaurant est lié avec un bar possédant une licence IV. Ce dernier fonctionne comme un bar de village, et draine par conséquent la clientèle du village.
La rédaction de ce nouvel article interdit son activité, si elle n'est pas en lien avec le camping. Alors que c'est bien le restaurant qui permet l'équilibre financier et donc l'existence du camping et non pas l'inverse.

➤ *En ce qui concerne l'Habitation ;*

Il existe sur le site un logement situé au-dessus du restaurant, il accueille le responsable ainsi que des salariés du restaurant. Il n'est donc pas en lien avec le camping, mais avec le restaurant.

Le site accueille également une infirmière à l'année, ainsi que des saisonniers de la station pour la durée de leur embauche, donc supérieure au mois.

Ces utilisations qui étaient en conformité avec règlement de la zone UB, se retrouvent en infraction avec ce nouvel article.

➤ *En ce qui concerne l'Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle ;*

- Il existe un espace services, sanitaires (douches, toilettes), Laverie (lave-linge, sèche-linge), consigne ski... qui peut actuellement être utilisé par des personnes de passage ne résidant pas au camping, il constitue un apport financier non négligeable. Son utilisation autre que pour le camping sera en infraction avec la nouvelle règle.

Cette zone, puisqu'elle ne concerne **que** le camping, aurait nécessairement dû tenir compte des activités existantes en accord avec le PADD « *Favoriser le maintien des activités économiques existantes* ».

Or, ce n'est pas le cas. Sa mise en place qui avait pour but de préserver le camping va au contraire le mettre en difficulté, voir conduire à sa fermeture. D'autant plus qu'il doit faire face à une offre concurrentielle croissante sur la commune : (Camping communal, aire camping-car communale).

Enfin le personnel ne pourra plus être logé sur le site alors même que la commune manque de lieu d'accueil.

Il vous est donc demandé de modifier le Règlement du PLU, La rédaction suivante pourrait être envisagée pour l'article :

2- UCAMP - DESTINATIONS DE CONSTRUCTIONS INTERDITES

Les destinations et sous destinations de constructions suivantes sont interdites sur l'ensemble des zones sauf lorsqu'elles sont en lien avec l'activité du camping détaillée sous condition :

- *Exploitation agricole et forestière ;*
- *Habitation ;*
- *Artisanat et commerce de détail ;*
- *Restauration ;*
- *Commerce de gros ;*
- *Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle ;*
- *Cinéma ;*
- *Hôtels ;*
- *Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire.*

2/OBSERVATION SA QUEYRAS CARAVANEIGE PAGE 3

En deuxième lieu, L'article 3-UCAMP précise :

La sous-destination autres hébergements touristiques est autorisée à condition : • D'être uniquement des terrains de camping (tente, caravanes, résidences mobiles de loisirs, HLL, ...), ainsi que leurs équipements nécessaires (sanitaires, accueils), activités liées (équipements sportifs ou de loisirs, commerce, restauration, etc.) et un logement de fonction limité à 150 m² de surface de plancher ;

Cet article n'apporte rien de plus que l'article 2-UCAMP si ce n'est de limiter davantage la possibilité de logement. Il fait référence à « *des terrains de camping* », Alors que cette zone ne concerne que le « *camping existant* » SARL Queyras – caravaneige ». Apportant ainsi encore plus de confusion.

Il vous est donc demandé de modifier le Règlement du PLU, en supprimant cet article.

En troisième lieu, L'article 6-UCAMP précise :

Caractéristiques architecturales des toitures Les pentes de toitures seront de 50 % minimum et 100 % maximum, sauf pour les toitures recouvertes de lauzes qui devront avoir une pente minimale de 30%. Les toitures à pente unique sont interdites, sauf pour les bâtiments annexes accolés au bâtiment principal...

Le bâtiment existant ne correspond pas à ces critères, les pentes étant bien inférieure à 50%. Cet article empêche toute autorisation administrative à venir sur le bâtiment existant.

Il vous est donc demandé de modifier le Règlement du PLU, en créant une exception au titre des bâtiments existants avant la date d'approbation du PLU, qui pourront conserver le pourcentage de pente existant.

--oOo--

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ces demandes.

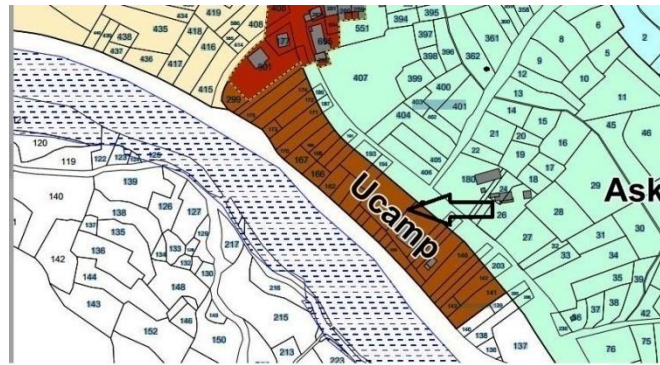
Je vous prie de croire, Monsieur le commissaire enquêteur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Monsieur Régis Sabatier



SARL QUEYRAS CARAVANEIGE
BAR - RESTAURANT
SIRET 403 614 720 0067
N° APE 552C
05460 ABRIÈS
Tél./Fax 92.46.71.22

ZONE UCAMP



Réponse du conseil municipal d'Abriès-Ristolas

2/ Observation2-SARL Caravaneige

Tout d'abord il est bon de rappeler au pétitionnaire que les règles du PLU vont s'appliquer de fait aux nouvelles constructions et qu'il n'y a pas de rétroactivité sur les constructions existantes.

Les constructions existantes avant l'approbation du PLU n'ont pas l'obligation de se mettre en conformité avec les nouvelles règles.

De plus , ces constructions qui ne seraient pas conformes aux nouvelles règles du PLU ont la possibilité d' évoluer comme le précise l'article2.1. des dispositions générales du règlement écrit : «Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, l'autorisation d'urbanisme ne peut être accordée que pour les travaux ayant pour objet d'améliorer la conformité de l'immeuble avec les dites règles qui sont sans effet à leur égard, y compris dans le cadre de sa reconstruction sauf prescriptions spéciales dans le règlement propre à chaque zone.»

Dans la zone Ucamp la sous-destination «autres hébergements touristiques» sera autorisée pour les nouvelles constructions et installations, puisque la commune souhaite pérenniser le camping et les activités liées. La commune viendra également autoriser la création de logements de manière très limitée.

Certains articles du règlement de la zone Ucamp seront toutefois réécrits pour les rendre plus compréhensibles et en adéquation avec la réalité des usages actuels.

Actuellement, le restaurant, les logements de saisonniers et tous les autres services annexes proposés aux touristes comme aux résidents permanents dépendent bien directement ou indirectement de la structure gestionnaire du camping-caravaning et sont donc bien pris en compte dans la rédaction du règlement de la zone Ucamp.

Ils semble donc que les craintes du pétitionnaire proviennent du manque de clarté dans la rédaction du règlement et non pas d'une modification fondamentale des droits attachés à cette zone. Une réécriture du règlement s'impose donc. La commune souhaite maintenir les logements saisonniers et de fonction ainsi que le restaurant existant même si ceux-ci ont vocation à muter et ne plus être liés au camping.

Il est donc proposé de créer une sous-zone autour du bâtiment existant sur la parcelle AD0152, dans laquelle les logements de fonction et saisonniers, la restauration et les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle sans lien obligatoire avec le camping seront autorisés.

Avis du commissaire enquêteur

L'ensemble des solutions proposé par le conseil municipal semble susceptible d'assurer la pérennité du camping et de préserver les intérêts de ses propriétaires.

3/OBSERVATION FAMILLE MIEGGE PAGE 1

Vendredi 8 Mars 2024.

MIEGGE Emmanuelle et Aliscandra.

7, rue des gnomiers marocains

05460 ABRIES-RISTOLAS.

Je suis propriétaire de la parcelle 313 et 695 sur plan en zone Va sur l'ancien PLU.

La parcelle 695 était classée constructible sur l'ancien PLU et elle est désormais en zone non constructible sur le nouveau PLU.

Je demande à ce que cette parcelle 695 soit divisée et reste constructible dans la contenance de la parcelle 313 soit une surface de 450 environ, le reste étant en haies qui ne a aucun intérêt peut rester inconstructible.

Cette modification me permettra de protéger la propriété de mes deux garçons très attachés à leur village de naissance.

Je tiens à préciser que les réseaux eau, assainissements, téléphone, électricité sont en attente à proximité de ces parcelles.

3/OBSERVATION FAMILLE MIEGGE PAGE 2



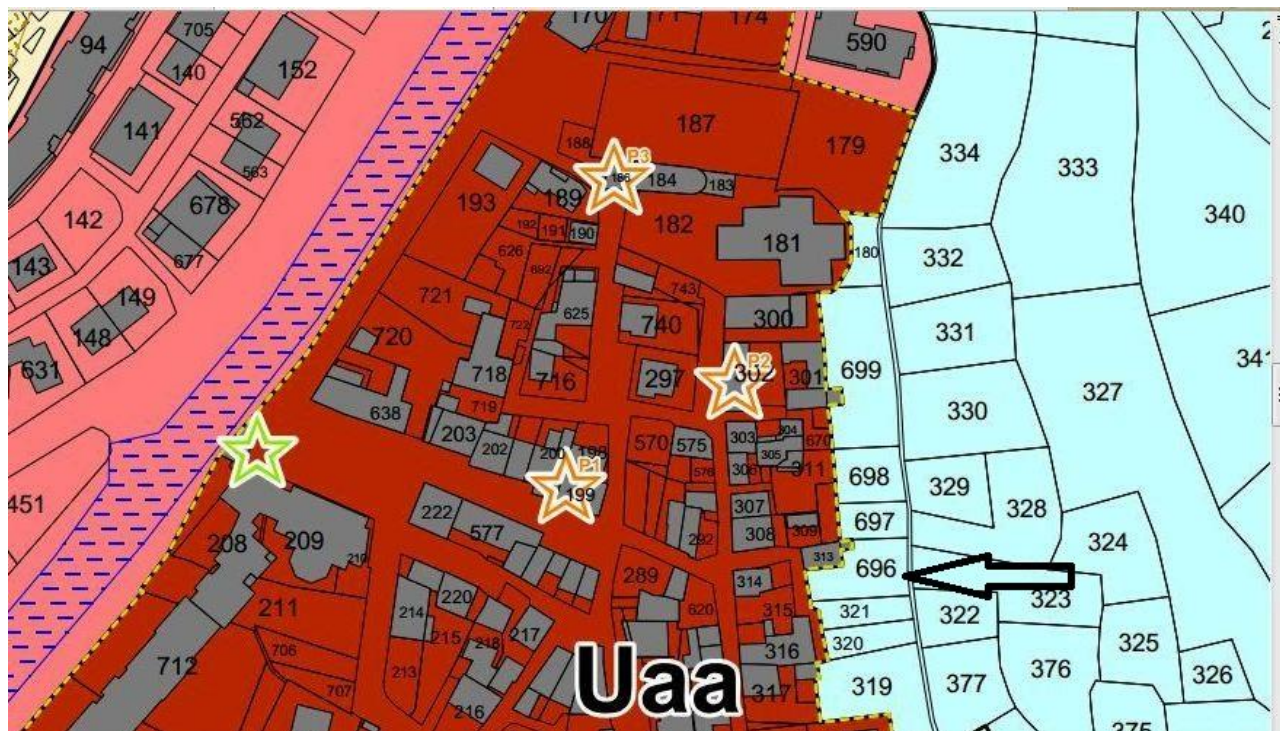
PHOTOS BATIMENT EXISTANT SUR PARCELLE AC313



3/OBSERVATION FAMILLE MIEGGE PAGE 3



Parcelle AC696 MIEGE



3 .Observation3-Famille MIEGGE

La commune répond favorablement à la demande. Seule une partie limitée de la parcelle AC696 sera classée en zone urbaine.

Avis du commissaire enquêteur

Conforme à l'avis du conseil municipal

4/OBSERVATION FAMILLE MICHEL PAGE 1

Marie MICHEL et Christophe GORY
Avenue Everard 59
1190 Bruxelles, BELGIQUE
marie.c.michel@outlook.com
+32 485 04 48 51

à Embuën, le 21/03/2024,

À l'attention de M. BOY ,

Cette lettre fait suite à notre entretien du 21/03/2024 à la Mairie d'Abriès-Ristolas. Comme convenu, nous vous adressons cette lettre pour vous mettre par écrit les principaux points relatifs à notre projet de constructions de maison individuelle sur les parcelles AB 374 et AB 375 situées au Roux d'Abriès-Ristolas.

Ce terrain étant constructible dans l'ancien PLU, nous avons fait une demande de Certificat d'Urbanisme Opérationnel (de Type B) en Novembre 2022, puis déposé nos permis de construire en Septembre 2023 qui depuis est en sursis à statuer du fait de la révision du PLU qui donne désormais ces parcelles non-constructibles.

Nous souhaiterions que ces parcelles restent constructibles dans le nouveau PLU, ce qui nous permettrait de réaliser notre projet de vie.

En effet, notre projet est la construction d'une habitation l'année, ayant tous deux la possibilité de télétravailler l'essentiel de notre temps.

Les parcelles AB 374 et AB 375 concernées se situent au cœur du hameau du Roux d'Abries-Ristolas. Ces parcelles sont en bordure de la route principale et sont collées au transformateur électrique ; elles ne représentent pas des coûts d'aménagement conséquents pour la commune (confirmé par le CLU qui donnait l'opération réalisable). Notre projet comprend également deux places de stationnement

Nous tenions à vous remercier encore pour cette agréable entrevue.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.
Dans l'attente de vos conclusions,

Cordialement,



4/OBSERVATION FAMILLE MICHEL PAGE 3

Au sujet des parcelles AB 374 et AB 375 situées au Roux d'Abries :

Nous sommes un jeune couple bénéficiant d'une grande flexibilité en terme de télétravail et nous avons pour projet de nous installer à l'année au Roux.

Pour cela, nous aimerions vivement faire construire notre maison sur un terrain hérité de ma grand-mère :

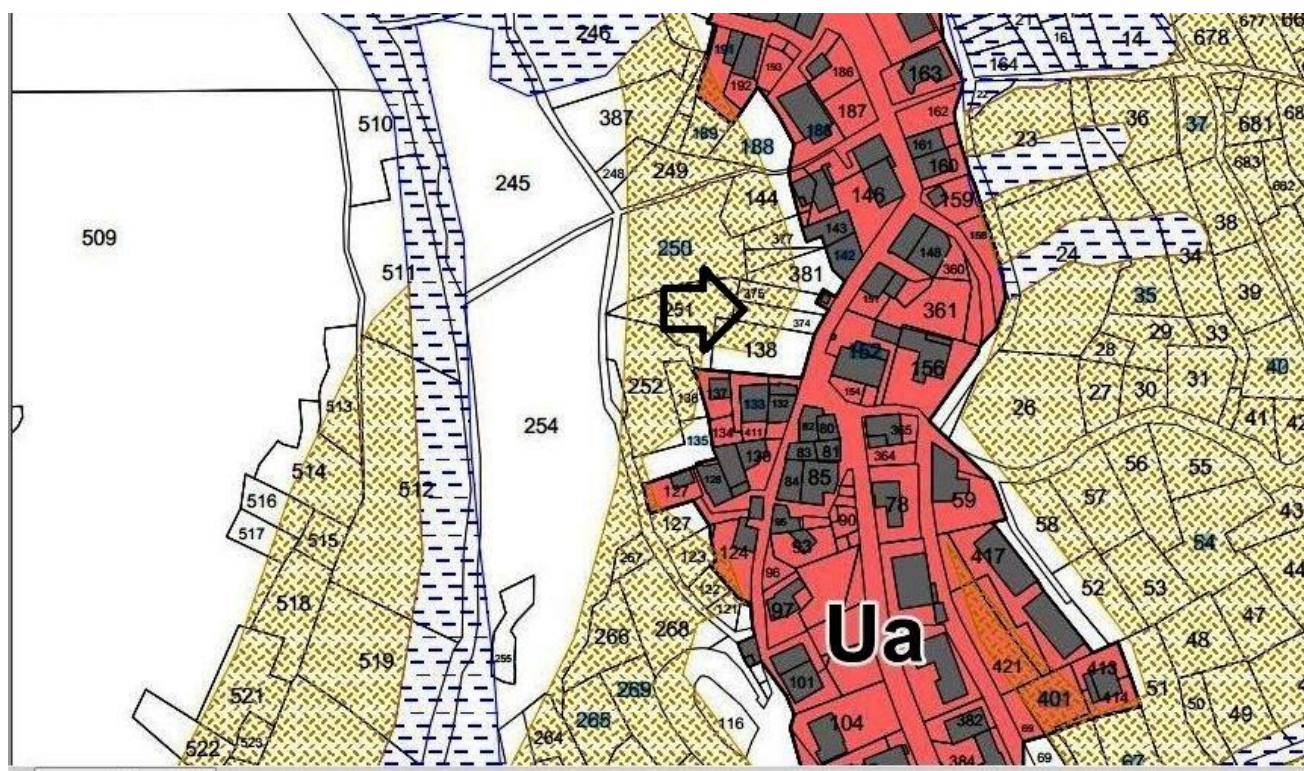
- C'est un terrain situé au cœur du village, en bordure de la rue principale ;
- Ce terrain est desservi en capacité suffisante par les équipements publics existants (eau, électricité, assainissement, voirie) - confirmé par le CUB - et ne nécessiterait pas de travaux d'équipement onéreux pour la commune ;
- Notre projet inclut deux places de parking sur le terrain ;
- Notre projet, s'il aboutit, apporterait du nouveau au village qui n'a pas eu de constructions depuis longtemps.

En espérant que notre projet de vie puisse se réaliser.
Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire (marie.e.michel@outlook.com ; +32 485 04 48 54).

Cordialement,

Marie MICHEL et Christophe GORY

Parcelles AB374 AB 375 MICHEL



4.Observation4-Famille MICHEL

La commune répond favorablement à la demande. Seule une partie limitée des parcelles AB374 et AB375, non concernée par les risques naturels forts et les pelouses sèches, sera classée en zone urbaine.

Afin de permettre la constructibilité de maison sur ces parcelles, compte tenu de la configuration des terrains, de la présence de risques naturels et des pelouses sèches, les règles de reculs vis-à-vis des voies, emprises publiques et limites séparatives seront assouplies sur ce secteur du Roux.

Avis du commissaire enquêteur

Conforme à l'avis du conseil municipal

5/OBSERVATION FAMILLE MARCELLIN

MARCELLIN Jean. Claude
230 Boulevard des Dames
05 470 2 Abiquilles

Abiquilles le 08 Avril 2024

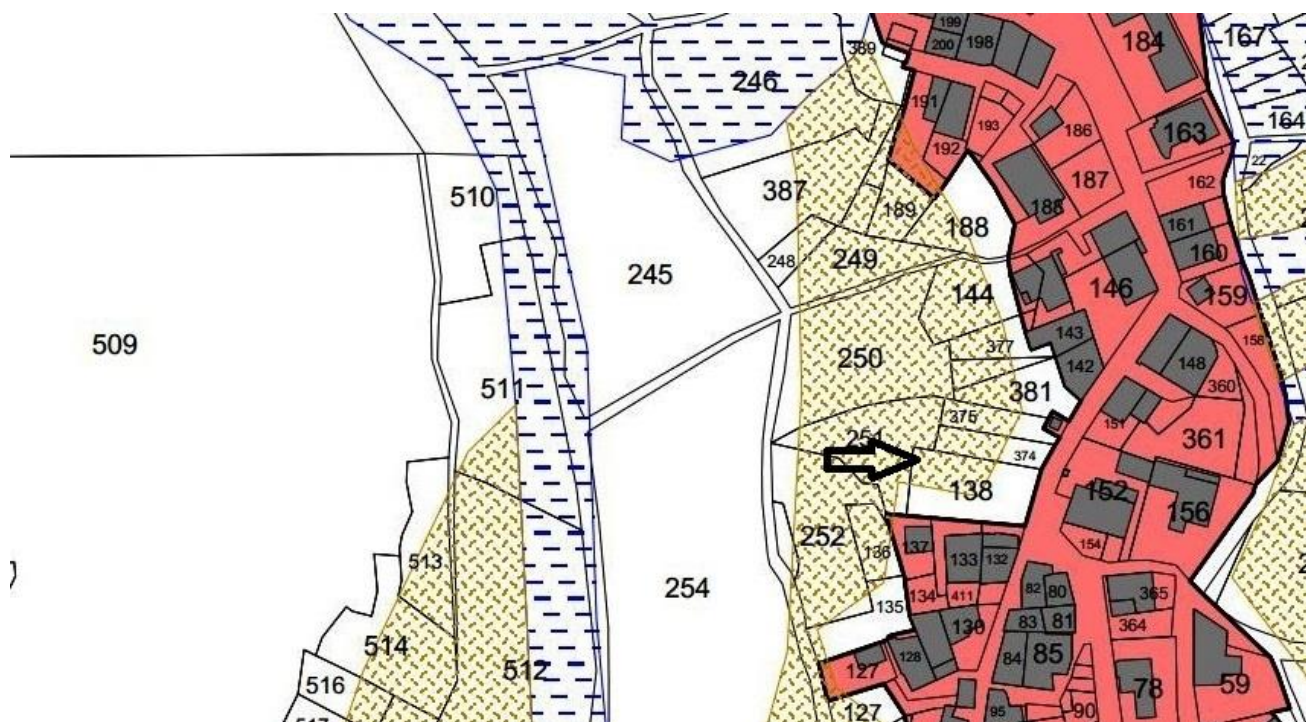
Monsieur le commissaire enquêteur,

Luite à la nouvelle proposition du PLU sur le hameau du Roux d'Abries, je ne comprends pas pourquoi la parcelle AB 138, qui m'appartient, n'est plus constructible, d'autant plus qu'il n'y aurait aucun coût pour la collectivité puisque les réseaux électriques et eau sont en limite de parcelle et les égouts dans la parcelle.

J'ai eu connaissance que la propriétaire des parcelles AB 374 et AB 375 adjacentes à la mienne, a fait une demande de permis de construire et une étude géologique. Pourquoi ses parcelles seraient constructibles et pas la mienne.

Marcellin

PARCELLE AB138 MARCELIN



5.Observation5-Famille MARCELLIN

La commune répond favorablement à la demande.

Seule une partie limitée de la parcelle AB138, non concernée par les risques naturels forts et les pelouses sèches, sera classée en zone urbaine.

Afin de permettre la constructibilité de maison sur cette parcelle, compte tenu de la configuration du terrain, de la présence de risques naturels et des pelouses sèches, les règles de reculs vis-à-vis des voies, emprises publiques et limites séparatives seront assouplies sur ce secteur du Roux.

Avis du commissaire enquêteur

Conforme à l'avis du conseil municipal

6/OBSERVATION MR LAURENS

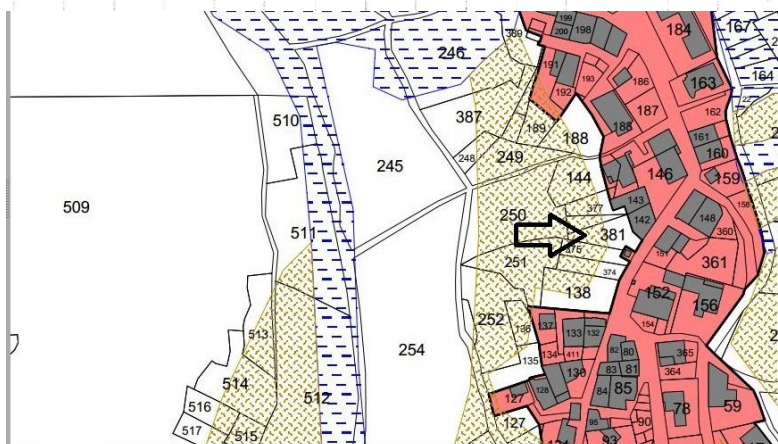
Mr LAURENS Gerard
2 Rue du Sacre Coeur
05460 Abries -
le Roux.

le 08/04/2024.

BOY Maurice
Commissaire enquêteur

Suite à l'enquête publique je me permets de vous demander =
propriétaire de la parcelle 381 qui est attenante à 374 et 375
si celles-ci sont constructibles ~~je~~ parcelle je demande que
ma parcelle n°381 le soit aussi.
(voir égout et ligne électrique).

Lo



6.Observation6-M.LAURENS

La commune répond favorablement à la demande Seule une partie limitée de la parcelle AB381, non concernée par les risques naturels forts et les pelouses sèches, sera classée en zone urbaine.

Afin de permettre la constructibilité de maison sur cette parcelle, compte tenu de la configuration du terrain, de la présence de risques naturels et des pelouses sèches, les règles de reculs vis-à-vis des voies, emprises publiques et limites séparatives seront assouplies sur ce secteur du Roux.

Avis du commissaire enquêteur

Conforme à l'avis du conseil municipal

7/OBSERVATION MME GRAZIANO

Caroline GRAZIANO HASTARAN
18, Avenue de Mesly
94450 LIMEIL BREVANNES
Limeil62@orange.fr

MAIRIE D'ABRIES-RISTOLAS

1, Place des Halles, Le Bourg
05460 ABRIES-RISTOLAS

Limeil Brévannes le 12 Février 2024

Adresse du terrain : lieu-dit LA SAYSSÉ ABRIES
Parcelle : AC604
Superficie : 418m²

RECOMMANDE AR

Monsieur Le Maire,

Le terrain ci-dessus référencé fait partie du lotissement de L'Hoche (lot N°4).
Je viens d'apprendre par mon notaire, que suite au PLU 2023, ce terrain appartenant à mes enfants et moi-même, viendrait d'être classé en terre agricole alors que le reste du lotissement est en zone UA.

Je pense qu'il doit s'agir d'une erreur car cela interfère notamment avec le règlement du lotissement.
Je vous remercie donc de bien vouloir faire procéder aux modifications qui s'imposent.

Dans l'attente de votre retour,
Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Maire, mes salutations distinguées.



Caroline GRAZIANO HASTARAN

7/OBSERVATION MME GRAZIANO CV1

COMPROMIS DE VENTE

Entre la Commune d'ABRIES, représentée par son Maire, Monsieur Jacques MATHIAU,

D'UNE PART

ET Monsieur GRAZIANO

demeurant à 93810 SEVRAN

34 Bd. Stalingrad

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

La Commune vend par ces présentes à Monsieur GRAZIANO qui accepte, le terrain dont la désignation suit :

Le lot de terrain n° 4 de son lotissement de l'HOCHE, tel qu'il figure au plan de masse, d'une surface approximative de 446 m². Observation faite que l'acquéreur reconnaît expressément avoir pris une entière connaissance du règlement du lotissement et du cahier des charges, et déclare avoir reçu à ce jour un exemplaire du plan de masse du lotissement.

CONDITIONS

L'acquéreur aura la jouissance du terrain vendu à compter du jour de la signature de l'acte authentique. Il prendra possession de ce terrain dans l'état où il se trouvera lors de l'entrée en jouissance. Il jouira des servitudes actives, il supportera celles passives et notamment l'implantation de bornes, coffrets, regards, lampadaires, canalisations d'eau et d'égouts, etc.... d'intérêt général.

Il acquittera les impôts et autres charges de la propriété à compter du jour de la jouissance.

Il déclare avoir été informé que les canalisations d'eau, d'égouts, seront amenées par la Commune à l'intérieur du lot, sur une longueur de un mètre (1 m) environ, que l'électricité et le téléphone seront installés aux frais et à charge de Monsieur GRAZIANO sur sa demande, à partir des coffrets de distribution mis en place par le lotisseur, conformément aux plans et études E.D.F. et P.T.T.

L'acquéreur s'engage à construire sur le terrain vendu, dans un délai de deux ans à compter de la date de l'acte authentique, un immeuble à usage d'habitation choisi parmi les plans types agréés par la Commune.

Monsieur GRAZIANO demandera préalablement à la passation de l'acte authentique le plan de son lot. Ce plan établi par le Géomètre du lotissement, définira le bornage du lot, la contenance définitive, et lui servira de plan de masse pour sa demande de permis de construire.

.../...

7/OBSERVATION MME GRAZIANO CV2

PRIX

En outre cette vente est consentie et acceptée moyennant le prix principal de ~~cinquante sept mille quatre cent huit francs~~ (57.048 F) sur laquelle la somme de ~~vingt mille quatre cent dix sept francs cinquante centimes~~ (20.417,60 F) a été versée ce jour à titre d'acompte par Monsieur GRAZIANO à la Commune qui le reconnaît et lui donne quittance. Ce décompte ayant été établi sur une surface approximative de 446 m², sera rajusté d'après le relevé du géomètre, le jour de la passation de l'acte authentique. Quant au solde, il est stipulé payable le jour de la signature de l'acte authentique, sous peine d'annulation des présentes, qui deviendront sans effet huit jours après la mise en demeure de la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception, réclamant le solde dû par l'acquéreur. A titre de dédommagement pour l'annulation de la vente la Commune conservera en propriété, une somme égale à vingt pour cent 20 % du prix du terrain vendu.

REGLEMENT

Le règlement sera établi par chèque postal ou bancaire au nom de : MAIRIE d'ABRIES - PERCEPTION de CHATEAU-VILLE-VIEILLE.

CONDITION SUSPENSIVE

Cette promesse est faite et consentie sous la condition suspensive de la délivrance du certificat constatant l'exécution des travaux d'aménagement du lotissement.

AUTORISATION DE L'ACQUEREUR

L'acquéreur autorise la Commune à utiliser les fonds versés ci-dessus, pour le financement des travaux du lotissement, objet des présentes.

REGULARISATION AUTHENTIQUE

Not. par quib. De convention expresse, la présente vente sera régularisée dans un ~~délai de quinze jours~~, après la délivrance du certificat de conformité, par acte authentique devant Maître DYEN, Notaire à GUILLESTRE, que les parties choisissent à cet effet d'un commun accord, et en l'étude duquel les soussignés élisent domicile pour l'exécution des présentes et de leurs suites.

FRAIS

Les frais des présentes et de l'acte authentique, seront à la charge de l'acquéreur.

Fait en Trois originaux
A ABRIES, le 30 Mars 1983.

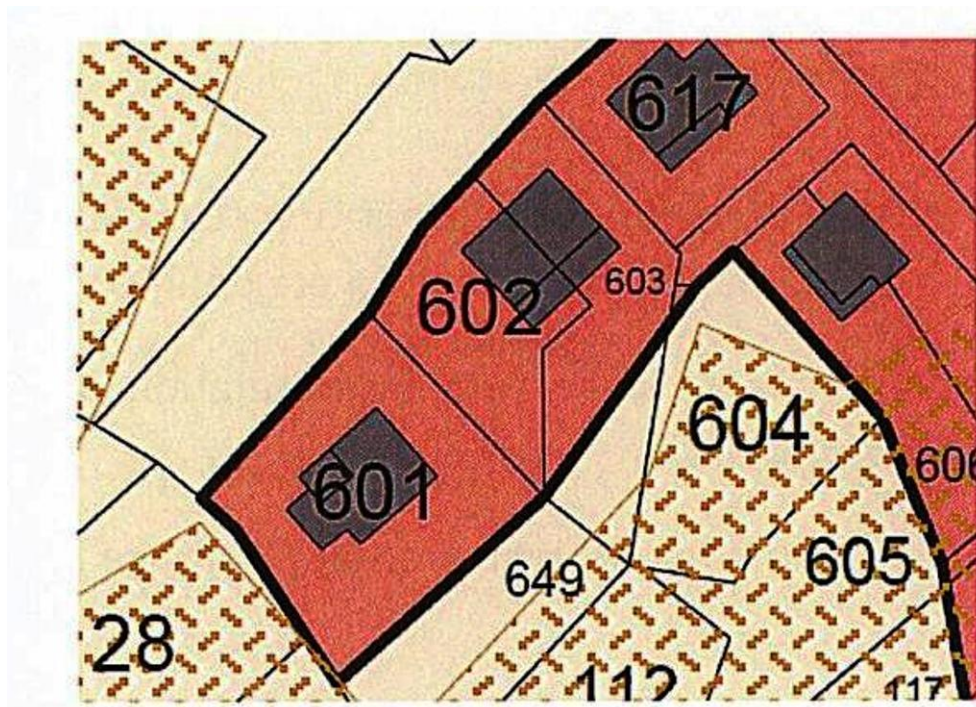
Le Vendeur.

L'Acquéreur

Graziano

A. Graziano

Parcelle AC604 LOTISSEMENT DE L'HOCHE



7.Observation7-Mme GRAZIANO

Le compromis de vente du terrain daté de 1979 précisait que la construction devait être réalisée dans les deux années qui suivaient. D'autre part, le CUB00500112H0013 déposé le 12 novembre 2012 pour la construction d'une maison individuelle sur la parcelle AC604 a fait l'objet d'un refus s'appuyant notamment sur le fait que le terrain est desservi par une voie dont les caractéristiques rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie(...)».

Il est ainsi difficile d'apporter une réponse positive à la demande de réintégrer cette parcelle dans la zone constructible puisque celle-ci est :

- Très difficile d'accès, puisque seul un escalier communal la dessert .Il n'est pas possible, au regard du terrain très pentu, d'envisager la création d'une nouvelle voirie pour desservir cette parcelle entourée de parcelles privées;*
- Située en quasi-totalité sur des pelouses sèches qui ont été protégées, sur lesquelles toute construction est interdite.*

Pour toutes ces raisons, il n'est pas possible de répondre favorablement à cette demande.

Avis du commissaire enquêteur

Conforme à l'avis du conseil municipal

8/OBSERVATIONS MR MME AUDIER-MERLE

*Mairie
service enquêteur*

Vendredi 8 Mars 2024

M^r AUDIER-MERLE Jean Lucien
7 Rue du Sacré Cœur 25460 ABRIES

J'ai cédé il y a 12 ans, en donation partagée à mes enfants une maison et quelques parcelles à parts égales pour qu'aucun ne soit lésé.
dans ce partage il y a 4 parcelles attenantes cadastrées AC 269 272-273-274 celles-ci sont constructibles aussi ma fille a l'intention de construire un petit chalet dans quelques années je souhaiterais que cela reste constructible et dans le cas contraire ma fille serait lésée par rapport à son frère et sa sœur.
d'autre part je ne vois pas l'intérêt de changer les limites du plan existant.

Rudolf

PARCELLE AUDIER MERLE AC272 AC273 AC274



8.Observation8-M.etMmeAUDIER-MERLE

La commune répond favorablement à la demande. Les parcelles AC272, AC273 et AC274 seront classées en zone urbaine.

Avis du commissaire enquêteur

Conforme à l'avis du conseil municipal

9/OBSERVATIONS MR BURSTERT


80 mars 2024.

M. BURSTERT Jean - Sébastien

Échange avec M. le Commissaire Enquêteur au sujet de l'indice "ski" des zones Aski et Nski. Il est dommage de réduire l'appellation à la seule activité "ski", le règlement précisant pourtant la destination de ces secteurs, aux "ski" et autres activités de loisirs.

Par ailleurs, ces zones à indice "ski" sont bien trop étendues au regard d'intérêt écologique, notamment dans les vallées (Vallée d'Uriage, de la...).

Enfin, je tiens à souligner l'avancée en matière de protection des milieux et représentant des prescriptions réglementaires "Peuplement résidentiel" et "Zones d'habitat individuel".



9.Observation9—M.BURSTERT

Les appellations Nski et Aski correspondent simplement à une terminologie destinée à faciliter la dénomination d'un zonage.

Dans le précédent PLU, les zones étaient indicées d'un simple «s». Toutefois dans le projet de révision générale du PLU, les zones As désignent les zones agricoles où seuls les serres, les cabanons et les petites constructions agricoles sont autorisés.

La dénomination «ski» a donc été choisie pour les zones dédiées à la pratique du ski alpin et aux aménagements qui y sont liés.

Ce terme ne remet pas en cause la pratique et le développement d'autres activités dans ce secteur.

Avis du commissaire enquêteur

Conforme à l'avis du conseil municipal

10/OBSERVATIONS MR CHALLIOL

Bo
Comm

Paul CHALLIOL
15 rue St Exupéry
05000 GAP

Gap, le 31 mars 2024

4 Place de l'église
Le Roux d'Abriès

à: Monsieur Maurice Boy, commissaire enquêteur pour la révision du
PLU de la Commune d'Abriès-Ristolas.

Monsieur,

Voici quelques remarques sur le projet de révision du PLU. Je me restreindrai au
hameau du Roux, dont je suis originaire, et à son périmètre d'agglomération.

1° La loi ALUR demande de «densifier en priorité les PAU avant d'envisager des
extensions urbaines». Mais elle n'exige pas une diminution **aussi drastique** du Périmètre
d'agglomération. Ce qui est proposé est en quelque sorte un abus de pouvoir.

2° Dans les centaines de pages du dossier, il n'est question que de cohérence. Or si les
extensions urbaines sont impossibles car exclues du périmètre d'agglomération, il n'est
pas cohérent de parler de priorité pour les PAU. Cette priorité des «dents creuses»
soumet, pendant 12 ans, le développement du hameau et de la Commune au bon vouloir
des quelques propriétaires de ces «dents creuses». Et s'ils ne veulent ou ne peuvent rien
faire, rien ne peut se faire. On peut imaginer la pression que certaines personnes ou
organismes peuvent leur mettre pour qu'ils fassent quelque chose! Et c'est en
contradiction avec l'objet de la révision du PLU qui se veut «l'amélioration du
développement de la Commune».

Je pense donc que cette restriction du périmètre d'agglomération n'est pas cohérente.
D'autant plus qu'elle ne restreint pas la consommation des espaces agricoles (une zone
étant prévue par ailleurs), naturels ou forestiers.

De plus, cette restriction enlève de la valeur aux propriétés précédemment dans le
périmètre d'agglomération.

Ces remarques peuvent-elles faire l'objet d'un recours contre la révision du PLU?

Il faut donc garder la majeure partie du périmètre d'agglomération défini dans le
PLU précédent ; et s'il y a des abus, monsieur le maire a toujours la possibilité de refuser
le permis de construire. Ceci étant aussi valable pour le chef lieu de la Commune.

3° Quant à la lutte contre les « lits froids » qu'on entrevoit dans cette révision du PLU, du
aux résidences secondaires pas assez souvent ouvertes, ou à des vieilles maisons à

retaper, il faut des moyens financiers importants pour le faire, comme pour les «dents
creuses», et la plupart des habitants de la Commune, permanents ou non, ne les ont pas.

Remarque: Sur certaines cartes, le hameau du Roux est signalé chef lieu et la Garcine
est en pleine campagne. Cohérence?

Avec toute ma considération,

Paul Challiol



Réponse du conseil municipal

10 .Observation10-M.CHALLIOL

Le projet de révision générale du PLU prévoit que l'urbanisation se réalisera uniquement à l'intérieur de l'enveloppe urbaine/partie actuellement urbanisée qui a été définie.

L'identification de l'enveloppe urbaine se base sur l'interprétation de la loi montagne comme développé dans le rapport de présentation.

La notion «d'agglomération» dont par le pétitionnaire fait référence aux zones U définies dans le PLU actuellement opposable.

Toutefois le PLU actuellement opposable classait en zones U, les enveloppes urbaines et de nombreux espaces en extensions.

Le rapport de présentation fait état de 8,56ha encore constructibles.

Compte-tenu de la croissance démographique actuelle et du développement futur réaliste, souhaité par la municipalité, il a été démontré que le potentiel identifié à l'intérieur des enveloppes urbaines était largement suffisant pour répondre aux besoins futurs de la commune.

Dans le respect des réglementations et législations en vigueur, limitant ainsi au maximum la consommation d'espaces agricoles naturels et forestiers, le projet de PLU dimensionné aux besoins futurs, a limité les zones urbaines aux périmètres des enveloppes urbaines.

A noter que les enveloppes urbaines ont notamment été validées et tracées en concertation avec les services de l'Etat. De plus, dans son avis l'Etat a conclu notamment que le PLU respecte le principe de modération de la consommation d'espace de la loi ALUR.

Concernant la lutte contre les «lits froids» la commune souhaite mener une politique ciblée d'acquisition immobilière et foncière permettant d'assurer la création de résidences principales.

Avis du commissaire enquêteur

Conforme à l'avis du conseil municipal, le PLU présenté est conforme à la réglementation actuelle.

Mr REYNAUD Philippe

Lotissement le Clos du Levant

20 Rue de Nervieux - 69450 Saint Cyr au Mont d'Or

Téléphone : 06 81 20 95 86

Mail : phch.reynaud@wanadoo.fr

Mairie d'Abriès - Ristolas

A l'attention de :

Mr Maurice BOY - Commissaire enquêteur

1 Place des Halles - Abriès

05460 Abriès - Ristolas

Objet : Révision du PLU – Terrain Lotissement de l'Hoche

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique unique portant sur la révision générale du PLU de la Commune d'Abriès, je vous adresse en pièces jointes les deux courriers déposés en Mairie d'Abriès en juillet et octobre 2023.

- Le premier courrier demandait de réintégrer mon terrain cadastré - **D 638** - dans le Lotissement de l'Hoche.
- Le deuxième courrier faisait suite à la réponse de la commune à ma demande de Certificat d'Urbanisme Opérationnel sur mon terrain **D 638**.

La réponse favorable de la Mairie à cette demande est la suivante :

“ Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour la réalisation d'un Chalet de 120 m2 habitable avec en sous-sol un garage ”

De plus, il est précisé que les raccordements au réseau électrique ainsi qu'au réseau public de collecte des eaux usées pourront être effectués **sans surcoût à la charge de la commune**, ce terrain étant déjà viabilisé.

Cet avis favorable du Certificat d'Urbanisme Opérationnel attaché à mon terrain, conforte ma requête concernant la prochaine révision du PLU de la Commune d'Abriès,

11/OBSERVATIONS MR REYNAUD PAGE 2

Mr REYNAUD Philippe

Lotissement le Clos du Levant

20 Rue de Nervieux - 69450 Saint Cyr au Mont d'Or

Téléphone : 06 81 20 95 86

Mail : phch.reynaud@wanadoo.fr

Mairie d'Abriès - Ristolas

A l'attention du Maire : Mr CRUNCHANT

Place des Halles - Abriès

05460 Abriès - Ristolas

Objet : Terrain Lotissement de l'Hoche – Cadastéré D638

Monsieur le Maire,

J'ai déposé le 8 août 2023 en mairie une demande de Certificat d'Urbanisme Opérationnel pour mon terrain situé lotissement de l'Hoche – Cadastéré D 638 – au 14 rue du Calvaire à Abriès.

Le but de ce Certificat d'Urbanisme Opérationnel était de savoir si le terrain précité pouvait être utilisé dans le cadre d'une opération de construction d'un chalet de 120 m² habitable avec en sous-sol un garage.

La réponse de la Mairie à cette demande est la suivante :

“ Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée. ”

De plus, il est précisé que les raccordements au réseau électrique ainsi qu'au réseau public de collecte des eaux usées pourront être effectués **sans coût à la charge de la commune.**

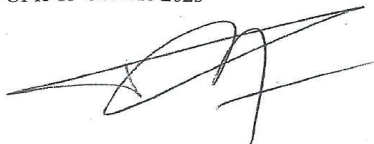
Cet avis favorable du Certificat d'Urbanisme Opérationnel attaché à mon terrain, conforte ma requête concernant la prochaine révision du PLU de la Commune d'Abriès,

à savoir :

- Réintégrer mon terrain cadastré - **D 638** - dans le lotissement de l'Hoche.
- Que cette parcelle soit de nouveau constructible et visible comme telle sur le zonage du futur PLU **en zone Ua : zone urbaine correspondant au chef-lieu et hameaux.**

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Saint Cyr au Mont d'Or le 15 Octobre 2023



La commune répond favorablement à la demande. La parcelle D638 sera classée en zone urbaine.

REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DELEGUEE D'ABRIES ET REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DE LA COMMUNE D'ABRIES-RISTOLAS

12/OBSERVATIONS MME SABATIER

30
100% Map
Commissaire en chef

SABATIER L.
05460 ABRIES -

La Mairie d'ABRIES
1, place des Hêtres, Le Bousq.
05460 ABRIES - RISTOLAS.

Suite à l'affaire communautaire enquêteur 2024.

Suite à notre entretien du 27/01/2024
Je m'autorise à faire quelques demandes concernant notre ancien PLU.

Ceci n'étant qu'une démarche personnelle suite à 13 dernières années de
vivre sur notre commune d'ABRIES Hêtres ABRIES et après l'élaboration
excessive de multiples PLU sur notre vallée. le suivi dans.

Etant en possession d'un certificat d'urbanisme,
1) Cua 005 001 134 0004. (du 12/02/2013).
Je me permets de réclamer concernant une parcelle 176/175/174
qui dans plusieurs PLU était passée en parcelle constructible
(CUB ou plan cadastral antérieur) nouvellement 299/176/174.

Je souhaiterais donc avoir une conservation de ces parcelles dans
ce sens - pour multiples raisons -

Veuillez agréer, mes sincères salutations, dans l'attente d'une
réponse positive.

SABATIER L.

PS - Cette demande ne remet pas en question la demande concernant
notre société QUEYR ENCHARENTS - jusqu'à la parcelle 171 dans le cadre
du nouveau PLU Ucamp.

SECTION 2 : Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Abriès-Ristolas



La commune d'Abriès a lancé la procédure de révision générale de son PLU par délibération n°20160209-003 du 9 février 2016.

Cependant, depuis le 1^{er} janvier 2019, les communes d'Abriès et de Ristolas ont fusionné pour former la commune nouvelle d'Abriès-Ristolas. Celle-ci a donc délibéré afin d'acter la poursuite de la démarche de révision du PLU sur la commune déléguée d'Abriès. Le PLU de Ristolas n'est quant à lui pas en cours de révision. De ce fait, la communauté de communes du Guilstrois-Queyras (CCGQ) a souhaité établir le projet de zonage d'assainissement pour la nouvelle commune Abriès-Ristolas.

Le lancement de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Abriès-Ristolas a été validé par délibération du conseil communautaire de la CCGQ n°2023-122 du 25 mai 2023.

Le Queyras représente la plus haute vallée habitée d'Europe avec une altitude moyenne de 2100 m. Les bourgades du Queyras s'échelonnent sur le relief entre 1200 m au Veyer, dans la Combe jusqu'à 2055 m pour le célèbre village le plus haut d'Europe : Saint-Véran. Confiné entre le Briançonnais, le Piémont Italien et la Haute- Ubaye, le Queyras est le plus enclavé des grands massifs français.

Protégé à l'Ouest par les fascinantes gorges du Guil, au Nord, à l'Est et au Sud par un cirque de sommets, cette vallée d'altitude n'est accessible en toute saison que depuis 1855, date à laquelle la « route du Guil » est venue remplacer le chemin muletier périlleux. Plus d'une trentaine de sommets passent les 3000 mètres d'altitudes. Le point culminant de la vallée et de la commune d'Abriès-Ristolas s'appelle le Bric Froid, avec 3305 m d'altitude. Le point le plus bas d'Abriès-Ristolas se trouve à 1513 m d'altitude.

)

Isolé pendant des siècles, ce « bout du monde » est composé de 8 communes qui sont situées, en Europe, à la plus haute altitude. Aujourd'hui encore il n'existe que 3 routes pour pénétrer dans le Queyras :

- ✓ Les gorges du Guil : en arrivant par Guillore qui permet de rejoindre Saint-Véran, Abriès-Ristolas....
- ✓ Le col d'Izoard (2360 m) : débouchant sur Briançon.
- ✓ Le col Agnel (2744m) : conduisant en Italie

HYDROLOGIE

Les vallées ont été formées par les glaciers et les eaux torrentielles venues de la haute vallée du Guil pour rejoindre la Durance, ce qui a conduit à la formation de falaises. La lente érosion qui s'en est suivie a fini par décrocher des blocs et des pierres qui s'amoncellent au pied des parois en de grands cônes d'éboulis.

D'origine glaciaire, la vallée du Guil est très étroite sur le territoire bien qu'elle s'élargisse à sa confluence avec le Bouchet ; c'est d'ailleurs sur ce cône de déjection formé au cours des millénaires que s'est bâti le bourg d'Abriès.

Le Guil en traversant Abriès-Ristolas s'enrichit des eaux provenant des torrents du Bouchet, de la Combe Garaude, de la Garcine, des Vaches et du Malrif pour les principaux d'entre eux. Le réseau hydrographique est ainsi très développé dans les hautes vallées d'Abriès-Ristolas vers la Montette et Valprévère.

L'homme a su s'adapter aux exigences imposées par le milieu naturel. Cependant, le relief a imposé, fréquemment, aux habitants de construire les maisons en fond de vallées. Malheureusement, ces sites, mal exposés, sont très fréquemment balayés par les crues.

QUALITE DES EAUX DE SURFACE

Les cours d'eau sur la commune se jettent dans le Guil ou le torrent du Bouchet. Comme Abriès-Ristolas est couverte par le SDAGE Rhône Méditerranée, l'état chimique et écologique des eaux de la commune sont régulièrement analysés

Ainsi, l'état des eaux du Guil est considéré comme étant en bon état au niveau écologique d'après les derniers relevés connus de 2022 et 2023.

HYDROGEOLOGIE

Le territoire de la **commune d'Abriès-Ristolas** recouvre la **masse d'eau souterraine DG417** « Formations variées du haut bassin de la Durance ». Il s'agit d'une masse d'eau intensément plissée d'une superficie d'affleurement de 5837,18 km².

La masse d'eau souterraine possède des limites très distantes :

- Limite Est : frontière italienne ;
- Limite Sud : passe par Digne, plonge ensuite vers le sud jusqu'à Taulanne (au nord de Castellane), contourne vers l'ouest le bassin versant de l'Asse puis remonte vers le nord longeant le plateau de Valensol, traverse la Durance au niveau de Sisteron ;
- Limite Ouest : passe à l'Ouest de la vallée Buech jusqu'à hauteur de Gap au Nord ;
- Limite Nord : borde le Dévoluy, la vallée du Drac à l'Est puis remonte en longeant les massifs de Champsaur, Valgaudemar, Pelvoux jusqu'à la source de la Durance au Nord.

1/. Projet de révision du zonage d'assainissement de la commune nouvelle d'Abriès-Ristolas.

Cette commune souhaite réviser son zonage d'assainissement des eaux usées afin de disposer d'un zonage cohérent avec le PLU en cours de révision sur la commune, conformément à la réglementation en vigueur, et afin de prendre en compte la fusion des communes d'Abriès et Ristolas.

Les communes d'Abriès et Ristolas sont dotées d'un Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) qui datent respectivement de janvier 2001 et novembre 2001.

L'assainissement sur la commune d'Abriès-Ristolas est une compétence de la Communauté de Communes du Guillevin-Queyras qui a lancé et assuré le suivi de l'étude du zonage d'assainissement en concertation avec la commune en parallèle de la révision du PLU d'Abriès.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 30 décembre 2006 qui confie aux communes (art. L2224- 10 du Code Général des Collectivités Territoriales) le soin de délimiter, après enquête publique :

- « les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux usées collectées » ;
- « les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien [...] ».

L'étude de zonage est soumise à enquête publique comme le précise les articles R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui mentionnent que :

« L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnée l'article L2224-10 est conduite par le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement ».

Le zonage d'assainissement a été élaboré selon les principes suivants :

Assainissement collectif pour la quasi-totalité des zones urbanisées et urbanisables desservies par le réseau d'assainissement existant ou par extensions des réseaux d'assainissement :

- la volonté de supprimer des rejets directs au milieu naturel ;
- la continuité de la politique de raccordement des abonnés ;
- les difficultés de fonctionnement des assainissements autonomes
- Dans certains secteurs soumis à des risques naturels.

)

Assainissement non collectif pour les autres secteurs et ceux non desservis par le réseau d'assainissement collectif existant :

Il s'agit principalement de zones agricoles, mais aussi de zones naturelles concernant le camping municipal de Valpreveyre, l'aire de camping-cars public, le camping de la Monta, une partie du hameau de l'Echalp. Dans ce hameau, un bâtiment isolé en zone Ubanc, trop éloigné des réseaux, restera lui aussi en ANC. Sur ces zones on note :

- de faible perspective d'urbanisation ;
- de l'éloignement des réseaux existants et/ou des coûts de raccordement pour le particulier
- du faible nombre d'habitations concernées

En définitive la zone d'assainissement collectif regroupe quasiment l'ensemble des zones U (habitats, commerce). Les seules exceptions se trouvant côté Ristolas, à l'Echalp en zone Ubanc qui est soumise à l'assainissement collectif sauf deux parcelles trop éloignées des réseaux (parcelles n°0 E1023 et 0 E0118), et la zone UB de Maisons neuves où seules les constructions existantes raccordées sont classées en assainissement collectif.

En dehors de la zone d'assainissement collectif, l'assainissement sera de type non collectif. Les dispositifs à mettre en place vont dépendre de la nature du sol.

Dans l'ensemble des zones soumises à l'assainissement non collectif, les nouvelles constructions nécessitant un système d'assainissement devront obligatoirement mener une étude de sol à la parcelle au cas par cas.

Les usagers se rapprocheront du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) assuré ici par la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras (CCGQ) pour l'établissement des projets de travaux neufs ou de réhabilitation. Ce service a en effet un rôle de contrôle afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations.

La zone d'assainissement collectif couvre l'ensemble des secteurs déjà raccordés à un réseau d'assainissement et des zones qui seront raccordées à un réseau d'assainissement dans le futur.

Sur ces zones, la collectivité assure la collecte et le traitement des eaux usées domestiques.

Les usagers ont l'obligation de se raccorder sur les réseaux existants dans un délai de deux ans (sauf dérogation) à compter de la mise en service des nouveaux réseaux, conformément au code de la santé publique (articles L1331-1 et suivants), au code de l'urbanisme, au règlement sanitaire départemental et au règlement du service assainissement collectif

Le raccordement des eaux usées non domestiques est soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage du réseau et du dispositif de traitement des eaux usées de la commune, qui pourra, le cas échéant, **imposer un système de prétraitement** avant rejet au réseau.

Le classement **d'une zone en secteur d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement** qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme.

Il s'agit des secteurs où le mode d'assainissement sera défini au cas par cas. Cela concerne principalement des habitations à l'écart des secteurs raccordés ou difficilement raccordables.

Sur ces zones, les particuliers devront définir les filières à mettre en œuvre en faisant réaliser une étude des sols à la parcelle par un bureau d'études spécialisé. Cette étude permettra de définir l'emplacement et les dimensions de la filière ainsi que le type de traitement en fonction des contraintes du site.

Bien que chaque particulier soit propriétaire et donc responsable de son installation, le SPANC a l'obligation de réaliser un contrôle, afin de s'assurer de la bonne conception de l'installation mais également de son bon fonctionnement

Les dispositifs d'assainissement existants devront être conformes à la réglementation afin de limiter au maximum la pollution du milieu naturel. Des réhabilitations d'installations existantes pourront être nécessaires pour atteindre cet objectif.

Certaines zones disposent d'étude de sols anciennes, celles-ci nécessitent donc une actualisation (réalisation d'une nouvelle étude). Les pétitionnaires pourront toutefois consulter ces éléments en annexes du présent document.

Traitement des eaux usées :

Il n'existe dans le dossier aucun paragraphe qui décrit les stations de traitement des eaux usées sur la commune d'Abriès-Ristolas pourtant essentiel dans le projet de zonage d'assainissement. (Recherche du commissaire enquêteur)

La commune d'Abriès-Ristolas dispose de deux stations de traitement des eaux usées :

- STATION D'EPURATION d'ABRIES-RISTOLAS lieu-dit « Les eaux douces » avec un système de culture fixée fluidifiée et la méthanisation. Les boues issues des différentes étapes de dépollution des eaux usées constituent autant de sources de production de biométhane produit par leur méthanisation. Outre la production de biométhane, la méthanisation permet également de réduire les volumes de boues de l'ordre de 20 à 50% limitant de fait les coûts de leurs gestion.

- La MICRO STATION de L'Echalp à RISTOLAS (décanteur digesteur +champ d'infiltration)



Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif - 2019

STEU N°2 : Station d'épuration STEP ABRIES-RISTOLAS

Code Sandre de la station : 0905001001

Code SIRENE de la station : 8705001001

Caractéristiques générales		
Filière de traitement (cf. annexe)	Biologique sur culture fixé (R3F)	
Date de mise en service	15/01/2013	
Commune d'implantation	Abriès	
Lieu-dit	Les Eaux Douces	
Capacité nominale STEU en EH ⁽¹⁾	3400	
Nombre d'abonnés raccordés	814	
Débit de référence journalier admissible en m ³ /j	1235	
Prescriptions de rejet		
Soumise à	<input type="checkbox"/> Autorisation en date du ...	
	<input checked="" type="checkbox"/> Déclaration en date du 16/09/2008	
Milieu récepteur du rejet	Type de milieu récepteur	Eau douce
	Nom du milieu récepteur	Le Guil

)

<p><u>La station principale d'ABRIES-RISTOLAS est calibrée pour 3400 équivalent habitants + la micro station de RISTOLAS ce qui est suffisant pour l'ensemble des besoins de la commune d'ABRIES-RISTOLAS qui est d'environ 2000 touristes en saison. Actuellement 814 abonnés sont raccordés.</u></p>
--

Conclusion :

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune nouvelle d'Abriès-Ristolas est conforme à la réglementation, les différents éléments sont calibrés et rentrent dans le cadre des projets de la commune en matière d'évolution de la population rappelé ci-dessous :

« Le souhait est de relancer de manière maîtrisée le développement communal en y apportant une logique durable tout en respectant le cadre de vie. C'est en mettant en œuvre des outils permettant de rendre attractif le territoire que la commune souhaite pouvoir relancer sa croissance démographique, autour de 0,6 % par an, l'objectif étant d'atteindre 30 habitants permanents supplémentaires à l'horizon 2035.

Concernant la taille des ménages, on observe en 2020, un nombre de 1.93 habitant par ménage sur la commune d'Abriès-Ristolas. Les tendances nationales montrent que l'on peut considérer que les ménages perdent 0.1 point tous les 10 ans.

A l'échéance du PLU, on estime que la taille des ménages sera proche de 1.8 habitant par ménage ce qui nécessitera, pour maintenir la population actuelle, de créer une dizaine de logements supplémentaires.

De même pour accueillir les 30 habitants supplémentaires, la commune aura besoin de créer environ 17 logements. »

Les installations pourront, en outre, supporter l'afflux des touristes en période d'hiver (station ski) et d'été évalué par la communauté de communes Guillestrois Queyras gestionnaire des sites à environ 2000 personnes

CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnée l'article L2224-10 est conduite par le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement

Réception du public

- . M. Maurice BOY, commissaire enquêteur, s'est tenu à la disposition du public en Mairie 1, place des Halles, 05460 Abriès-Ristolas, pour recevoir les observations écrites ou orales aux jours et heures suivants

Vendredi 8 mars 2024 de 9 h à 12 h
Mercredi 20 mars 2024 de 9 h à 12 h
Samedi 6 avril 2024 de 14 h à 17 h
Lundi 8 avril 2024 de 14 h à 17 h

Aucune observation n'a été formulé sur le registre d'enquête publique ni par courrier adressé au commissaire enquêteur concernant cette enquête publique

Rapport fait et clos le 04 mai 2024
Le commissaire enquêteur BOY Maurice

